CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

CONFÉRENCE COP 31 SUR LE CLIMAT EN TURQUIE

L'Algérie, acteur clé de l'action écologique

Page 07

SI EL HACHEMI ASSAD, S. G DU HAUT COMMISSARIAT DE L'AMAZIGHITÉ



« Tamazight a franchi de grands pas dans les universités »

Page 08

EXPLOITATION D'UN SYSTÈME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ILLÉGALES



Démantèlement d'un réseau d'espionnage marocain

Page 09

RAMADHAN

Les produits de grande consommation seront largement disponibles

Page 08

COOPÉRATION UNIVERSITAIRE ALGÉRO-RUSSE

Oran 2 fait rayonner la langue et la culture russes

Page 11

VIEUX IMMEUBLES, NOUVEAUX LOGEMENTS

Oran poursuit le démantèlement du bâti menaçant ruine

Page 13

VISITE D'UNE DÉLÉGATION DU KANSAS EN ALGÉRIE

La presse américaine souligne la portée symbolique

Page 07



N° 3746 Jeudi 12 Novembre 2026 | ISSN 2335-1411 / www.capdz.dz | Prix 20 DA

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les chefs de partis insistent sur le développement local et la bonne gouvernance



R. A

Au septième jour de la campagne électorale pour les élections locales du 28 novembre, les responsables des différentes formations politiques ont poursuivi, mercredi, leurs activités à travers plusieurs wilayas du pays. Investissement, création d'emplois, modernisation de la gestion communale et participation citoyenne ont dominé leurs interventions, avec un accent particulier sur le rôle des futurs élus dans l'amélioration du cadre de vie des populations.

À Aïn Oussera, le président du Mouvement El-Binaa El-Watani, Abdelkader Bengrina, a mis en avant le soutien à l'investissement local comme l'un des principaux axes du programme électoral de son parti. Lors d'un meeting populaire, il a plaidé pour la levée des obstacles administratifs et la mobilisation des différents acteurs afin de stimuler le développement économique et d'améliorer les services publics. Évoquant les potentialités de la région, il a notamment insisté sur l'amélioration du réseau routier, l'électrification agricole et le renforcement des infrastructures sanitaires, éducatives et de logement, tout en appelant à une plus grande implication des jeunes et des femmes.

À Relizane, la présidente du parti Tajamoue Amel Djazaïr (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, a appelé les futures assemblées élues



à adopter une approche globale du développement, reposant sur des projets réalistes et adaptés aux besoins des citoyens. Elle a souligné l'importance d'associer les compétences locales, notamment les jeunes universitaires, à l'élaboration des programmes de développement. Selon elle, la valorisation des ressources propres à chaque région, le développement de l'activité industrielle et la création d'emplois doivent constituer des priorités pour les collectivités locales.

De son côté, le président de Sawt Echaâb, Lamine Osmani, a défendu, lors d'un meeting à N'gaous, dans la wilaya de Batna, le concept de « commune productive ». Cette approche repose, selon lui, sur la modernisation de la gestion locale et l'exploitation des potentialités économiques des communes pour générer des richesses et des emplois. Il a également évoqué la possibilité de développer des partenariats et des conventions de jumelage entre communes voisines afin de concrétiser des projets économiques communs et d'améliorer la qualité des services publics.



À Tlemcen, le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benmbarek, a insisté sur le rôle des Assemblées populaires communales et de wilaya dans la mise en œuvre des politiques publiques et la prise en charge des préoccupations citoyennes.

Il a estimé que ces institutions ne doivent pas se limiter à des fonctions administratives, mais contribuer directement à l'amélioration des conditions de vie. Le responsable du FLN a également plaidé pour une gestion fondée sur l'écoute, la planification, la transparence et l'évaluation des résultats, tout en soulignant la nécessité de réduire les disparités de développement entre les régions.

Enfin, à El-Oued, le membre du bureau national du Front El-Mousstakbal, Hadj Belghaouti, mandaté par le président du parti Fateh Boutbig, a appelé à instaurer une nouvelle approche de la gouvernance locale. Il a défendu une gestion reposant sur des programmes d'action précis, des objectifs évaluables et une meilleure coordination entre les institutions. Insistant sur le principe de responsabilité et de reddition des comptes, il a également préconisé une participation plus active des citoyens et de la société civile à la proposition des projets et au suivi de leur réalisation.



À travers ces différentes interventions, les formations politiques ont mis en avant des orientations convergentes autour du développement local, de l'efficacité de la gestion publique et de la proximité avec les citoyens. Les approches présentées se distinguent toutefois par leurs priorités, allant du soutien à l'investissement et à la création de richesses à la modernisation des collectivités et au renforcement de la participation citoyenne.



CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION
Édité par la SARL BAHIA.COM
Directrice Générale
Hafida BENARMAS
Directrice de Publication
Fatima Benyekhlef

Siège social
Adresse :
Cité 1377
Logts AADL,
Bt 22,
1er étage,
Oran 31000

Administration- Rédaction-
Service publicité
Tel: 041 80 32 62 /
Fax : 041 80 32 63
Mobile : 0770 65 93 89
www.capdz.dz
redaction@capdz.dz
publicite@capdz.dz

IMPRESSION
Impression OUEST S.I.O
DIFFUSION
BAHIA.COM
TEL: 0770 65 93 89
Les manuscrits, photographies et illustrations ou tout autre document adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

JIJEL

Les réseaux sociaux, un canal devenu incontournable

K.M



Les réseaux sociaux occupent une place croissante dans la communication des candidats aux élections locales à Jijel, offrant de nouveaux moyens de présenter les programmes et de dialoguer avec les citoyens, en complément des canaux traditionnels.

Des candidats aux APC et à l'APW, approchés par la presse nationale, affirment que les réseaux sociaux sont devenus « un espace privilégié », assurant la transmission des messages politiques au plus grand nombre d'électeurs, en peu de temps et avec des moyens simples comme un téléphone portable.

Nabil, candidat à l'APW, estime que leur utilisation « s'impose de plus en plus compte tenu des facilités qu'elle offre pour présenter le contenu des programmes et communiquer directement avec les électeurs ». Ces plateformes permettent de toucher un public large, notamment les jeunes, et d'instaurer un dialogue direct avec les citoyens.

Toufik, candidat dans une APC, y voit un « canal de prédilection pour la communication avec les électeurs en raison de la possibilité d'atteindre le plus grand nombre en temps réel ». Selon lui, le candidat peut présenter et expliquer son programme en détail tout au long de la campagne, via des vidéos, des textes ou des interventions en direct. Il tempère toutefois : il ne faut pas négliger les moyens traditionnels tels que les affiches et le contact direct, soulignant la complémentarité des canaux.

Pour Adel, électeur, l'utilisation des réseaux sociaux « doit se concentrer sur la présentation de propositions et de solutions adaptées aux attentes des citoyens, sans se limiter à la publication de photos des rassemblements ».

Il appelle à privilégier le contenu programmatique plutôt que la mise en scène.

Mme Aïcha Kriket, professeure en sciences de l'information à l'université de Jijel, estime que ce recours « reflète une prise de conscience des changements dans les méthodes de communication politique ». Un choix « pertinent » qui « permet d'atteindre un grand nombre d'électeurs, avec efficacité et rapidité ». Elle relève que l'influence grandissante des réseaux sociaux en a fait « l'un des éléments essentiels de la communication politique contemporaine », imposant aux candidats de maîtriser les codes du numérique.

EL ABIODH SIDI CHEIKH

23 listes en lice pour les locales



G.L

Vingt-trois listes électorales sont en lice pour les sièges des Assemblées populaires communales (APC) et de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) à El Abiodh Sidi Cheikh, dans le cadre des élections locales du 28 novembre, a indiqué mercredi le coordinateur de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Chawki Belhouchet.

Ces listes comprennent 20 listes partisanes, dont une liste d'alliance regroupant trois formations politiques, qui participent aux élections des membres de l'APC dans les sept communes de la wilaya. Par ailleurs, trois listes partisanes, dont une liste d'alliance regroupant également trois formations politiques, sont en lice pour les 35 sièges de l'APW, qui seront élus pour la première fois dans la wilaya. Le nombre total de candidats s'élève à 544, dont 418 candidats aux sept APC et 126 candidats à l'APW, a ajouté le même responsable. S'agissant des préparatifs de la campagne, sept salles ont été réservées pour l'organisation des réunions populaires, tandis que 80 espaces ont été aménagés pour l'affichage des listes de candidats à travers les différentes communes.

Concernant le corps électoral, il compte 42.048 électeurs, répartis sur 23 centres électoraux comprenant 100 bureaux de vote, encadrés par un total de 1.315 agents, selon la même source.

TLEMCEN

Le RND poursuit sa campagne de proximité à Maghnia

B.K

Le secrétaire général du Rassemblement démocratique national (RND) de Tlemcen, le Dr Saidani Zakaria, accompagné du député Malik Mohamed, s'est rendu dans la commune de Maghnia, où il a animé une réunion publique avec les candidats du parti à l'Assemblée populaire de wilaya et ceux figurant sur la liste de l'Assemblée populaire communale, ainsi qu'avec des responsables du parti, des militants et des citoyens.

Cette rencontre a permis d'établir un dialogue direct avec les habitants de Maghnia, d'écouter leurs préoccupations et leurs aspirations concernant le développement local, et d'aborder divers sujets liés à leur quotidien, aux défis que rencontre la commune dans différents secteurs, et aux actions de suivi nécessaires pour y remédier. Les candidats du parti ont pu se présenter et faire part de leur vision de la gouvernance locale, échanger avec les citoyens sur les priorités de développement et discuter des moyens de répondre à leurs préoccupations dans le cadre des pouvoirs légaux des conseils élus.

Cet événement a souligné l'importance de la présence sur le terrain et du contact direct avec les citoyens, la compréhension des réalités locales commençant par l'écoute des citoyens et l'identification de leurs besoins. Cette réunion s'inscrit dans une série de rencontres de quartier que le RND continue d'organiser dans les communes de la wilaya de Tlemcen, afin de présenter ses candidats et de créer des espaces de discussion sur les questions de développement et de gouvernance locale.

AÏN TÉMOUCHENT

96 listes électorales en lice



S.R

La wilaya d'Aïn Témouchent compte 96 listes électorales en lice pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), prévue le 28 novembre, a indiqué mardi le coordinateur de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Abdelhamid Bekhtaoui.

Le même responsable a précisé que 2.060 candidats briguent les sièges des 28 APC, à travers 91 listes partisanes, tandis que 230 candidats se disputent les sièges de l'APW, cinq formations politiques participant à ce rendez-vous électoral, en l'absence de listes indépendantes. Ce nombre important de listes et de candidats témoigne, selon lui, de l'intérêt suscité par cette échéance électorale au niveau local et de la volonté des différentes formations politiques de s'impliquer activement dans la gestion des affaires locales. Concernant la campagne électorale, 20 espaces d'affichage ont été réservés dans chaque commune au profit des formations politiques en compétition, a ajouté M. Bekhtaoui, assurant qu'elle se déroulerait « dans de bonnes conditions », plusieurs salles ayant été mises à la disposition des candidats dans différentes communes pour l'organisation de réunions et d'activités électorales. Ces dispositions, précise-t-il, visent à garantir à toutes les formations en lice les mêmes chances d'accéder aux espaces publics et de présenter leurs programmes aux citoyens dans un cadre transparent et équitable. Par ailleurs, les délégués de l'ANIE au niveau des communes assurent, depuis le lancement de la campagne jeudi dernier, un suivi quotidien de son déroulement. Ce suivi sur le terrain permet de vérifier le respect des dispositions réglementaires, de veiller à l'égalité des chances entre les candidats et de traiter en temps réel les éventuelles observations formulées par les différentes parties prenantes, afin de garantir la régularité et la sérénité de l'ensemble du processus électoral jusqu'au jour du scrutin.

CAMPAGNE ÉLECTORALE À ORAN

Ousmani et Hanoune attendus en meeting les 15 et 21 novembre



H. Nassira

La campagne électorale pour les élections locales du 28 novembre se poursuit à Oran avec une nouvelle séquence de rassemblements populaires. Plusieurs formations politiques misent sur la mobilisation de leurs premiers responsables pour donner davantage de visibilité à leurs listes et peser dans la bataille électorale.

Le président du parti Sawt Echaâb, Mohamed Lamine Ousmani, animera ainsi un meeting dimanche 15 novembre à la salle El Maghreb. Une semaine plus tard, le samedi 21 novembre, ce sera au tour de la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, de tenir un rassemblement populaire dans le cadre de la campagne menée par sa formation dans la wilaya. Le recours aux figures de proue des partis constitue l'un des ressorts de cette campagne, les états-majors misant sur leur notoriété pour mobiliser les électeurs et soutenir leurs candidats sur le terrain. Cette stratégie se reflète également dans les supports de propagande électorale, où les portraits des dirigeants occupent une place de choix.Sur le plan de la participation, Sawt Echaâb est engagé dans la course aux assemblées populaires communales dans 15 communes, ainsi qu'à l'APW. Le Parti des travailleurs concentre, pour sa part, sa participation sur l'Assemblée populaire de wilaya, avec une liste conduite par l'ancien député Mohamed Tihami.



LA BATAILLE DES VOIX MONTE D'UN CRAN À ORAN

Le MSP, El Bina et le RND intensifient leur offensive de proximité



H. Nassira

À mesure que la campagne électorale avance, la bataille pour conquérir l'électorat local prend de l'ampleur à Oran. Entrée dans sa deuxième semaine, la course aux sièges des assemblées populaires communales et de wilaya du 28 novembre mobilise les huit formations politiques engagées dans la compétition. Sur le terrain, les stratégies commencent à se préciser. Entre animation des permanences, affichage des candidatures, rencontres de proximité et présentation des programmes, chaque parti cherche à imposer sa présence et à transformer son activité militante en suffrages.

Le MSP investit les quartiers et cible l'électorat féminin

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) s'est distingué par une présence relativement précoce dans l'espace public. Dès les premiers jours de la campagne, ses candidats ont investi les panneaux d'affichage réservés à la propagande électorale dans plusieurs communes, une initiative également observée chez le Front El Moustakbal. Une démarche qui contraste avec celle d'autres formations, ayant davantage privilégié l'animation de leurs permanences comme point de départ de leur campagne de proximité. Le MSP entend, par ailleurs, élargir son audience en s'adressant aux différentes composantes de l'électorat, avec une attention particulière portée à la mobilisation féminine. Sa permanence centrale a ainsi abrité une rencontre consacrée aux femmes, au cours de laquelle les grandes lignes du programme électoral ont été présentées et débattues. À travers cette initiative, le mouvement ambitionne de favoriser une participation féminine soutenue au scrutin et de mettre en avant le rôle de la femme dans la vie publique, notamment à travers l'exercice de son droit constitutionnel au vote, dans la liberté et la responsabilité.



El Bina veut quadriller le terrain

De son côté, le Mouvement El Bina national mise sur une présence de proximité étendue, avec une attention particulière accordée à la partie est de la wilaya. L'ouverture de deux permanences électorales, en présence du président du bureau de wilaya, Mohamed Chellabi, illustre cette volonté de multiplier les points de contact avec les citoyens et de rapprocher les candidats de leurs futurs électeurs. Pour les responsables du mouvement, le déploiement de ces structures dès le lancement de la campagne traduit une détermination à investir le terrain dans l'ensemble des communes. L'objectif affiché est de porter le programme au plus près des préoccupations quotidiennes des habitants et de faire de la satisfaction des attentes citoyennes le fil conducteur de l'engagement électoral. Mohamed Chellabi a, à cet effet, appelé les militants et les candidats à une mobilisation collective, fondée sur le sens des responsabilités et l'esprit d'équipe, avec pour mot d'ordre d'aller à la rencontre de chaque foyer et de chaque quartier.

Le RND mise sur l'expérience et la discipline

Le Rassemblement national démocratique (RND) poursuit, quant à lui, sa campagne à travers le renforcement des activités de terrain et la multiplication des rencontres de proximité. À Arzew, la permanence du parti a accueilli Abdelhak Kazi Tani, cadre de la formation et ancien sénateur, venu à la rencontre des candidats pour leur prodiguer conseils et orientations à partir de son expérience politique et électorale. Son intervention a notamment porté sur les exigences du mandat local, la discipline dans l'exercice des responsabilités et la nécessité de placer le service du citoyen au cœur de l'action des futurs élus. Pour lui, la crédibilité d'un représentant au sein des assemblées locales se mesure moins à ses engagements de campagne qu'à sa capacité à défendre concrètement les intérêts de la population et à contribuer au développement de la wilaya. Un message qui résume la ligne défendue par le responsable du RND : la confiance des citoyens ne se décrète pas. Elle se construit sur le terrain, par la proximité, le travail collectif et la concrétisation des engagements.



RÉDA LARIBI, CANDIDAT À L'APW D'ORAN

Une expérience administrative au service de la jeunesse et du sport



Habib Benaouda

Fort d'un parcours professionnel dans le secteur de la jeunesse et des sports et d'une expérience au sein de l'exécutif communal d'Oran, Réda Laribi brigue un siège à l'Assemblée populaire de wilaya (APW), sous les couleurs du Rassemblement national démocratique (RND). Candidat n° 3 sur la liste n° 2 du parti, il mise sur son expérience administrative et sa connaissance des réalités locales pour convaincre les électeurs.

Né le 23 avril 1965, Réda Laribi a construit l'essentiel de son parcours professionnel au sein du secteur de la jeunesse et des sports, où il a acquis une expérience dans la gestion administrative et le suivi des dossiers liés à l'encadrement des activités destinées aux jeunes. Un itinéraire qui lui a permis de côtoyer les différents acteurs du secteur, d'en cerner les préoccupations et de mesurer les défis auxquels il est confronté.

Il occupe actuellement le poste de chef de service de la jeunesse à la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), une fonction qui l'amène à intervenir dans le suivi des activités, l'accompagnement des initiatives et la mise en œuvre des programmes destinés à cette catégorie de la population. Une responsabilité qui s'inscrit dans les efforts visant à élargir les espaces de participation des jeunes et à renforcer leur implication dans la vie sociale et le développement local.

À cette expérience administrative s'ajoute un passage dans la gestion des affaires locales. Au début de la mandature communale 2021-2026, il avait en effet exercé les fonctions de vice-président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Oran. Cette étape lui a permis de se familiariser davantage avec les mécanismes de gestion communale, le traitement des préoccupations citoyennes ainsi que les exigences quotidiennes liées au fonctionnement des services publics.

Sa candidature à l'APW constitue ainsi une nouvelle étape dans son parcours, avec l'ambition de mettre son expérience professionnelle et institutionnelle au service des dossiers de développement de la wilaya. Parmi les domaines auxquels il entend accorder une attention particulière figurent notamment la jeunesse et les sports, l'amélioration des conditions de pratique sportive, le développement des infrastructures et l'élargissement des espaces culturels et de loisirs.

À travers cette participation aux élections locales, Réda Laribi entend faire valoir un parcours qu'il considère comme un acquis susceptible d'enrichir le débat autour des priorités de développement à Oran. Les questions relatives à l'encadrement de la jeunesse, aux équipements sportifs et aux espaces récréatifs constituent, à cet égard, des enjeux qui concernent une large frange de la population.

Entre son expérience au sein de la Direction de la jeunesse et des sports et son précédent passage dans l'exécutif communal, le candidat du RND présente ainsi son profil administratif et sa connaissance du terrain comme les principaux atouts de sa candidature à l'Assemblée populaire de wilaya.

ABDELLAH BECHKAT, CANDIDAT À L'APW D'ORAN

L'expertise informatique au service du développement local

Habib Benaouda

Âgé de 51 ans, Abdellah Bechkat brigue un siège à l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Oran sur la liste du Front El Moustakbal, où il porte le numéro 12. Son parcours professionnel dans le domaine de l'informatique et son expérience dans le travail partisan constituent les principaux jalons de sa candidature.

Ingénieur d'État en informatique, il exerce au sein de la faculté de médecine de l'université d'Oran 1, où il a acquis une solide expérience dans l'environnement universitaire, notamment en matière de gestion administrative et technique. Un parcours qui lui a également permis de suivre de près les mutations liées à la numérisation et aux technologies de l'information et de la communication.

Sur le plan politique, Abdellah Bechkat figure parmi les membres fondateurs du Front El Moustakbal dans la wilaya d'Oran. À ce titre, il a accompagné l'implantation et le développement des structures locales du parti, en prenant part à ses différentes activités organisationnelles.

Sa participation aux élections locales s'inscrit ainsi dans une démarche de représentation au niveau de l'assemblée de wilaya, avec l'ambition de mettre son expérience professionnelle et son engagement politique au service des enjeux du développement local.

La modernisation de l'administration, l'amélioration des services publics et le recours aux solutions numériques pour optimiser la gestion figurent notamment parmi les domaines auxquels son profil professionnel confère une connaissance particulière.



FETHI HADDAOUI, CANDIDAT À L'APW DE TLEMCEN

La rigueur et le développement local au cœur de son engagement



N.N

Fethi Haddaoui, candidat de Saout Chaab à l'Assemblée populaire de wilaya de Tlemcen pour les élections du 28 novembre, a adressé ses remerciements à l'ensemble des militants, responsables et sympathisants qui lui ont témoigné leur confiance et apporté leur soutien.

« Ma candidature n'est pas seulement un engagement personnel, mais avant tout une responsabilité collective au service de notre wilaya et de ses citoyens », a-t-il déclaré, soulignant être diplômé d'une licence en psychologie et d'un diplôme d'études universitaires en droit et application, et cadre de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya.

« Convaincu que le développement de Tlemcen exige une vision claire, une gestion rigoureuse, des compétences au service de l'intérêt général et une écoute permanente des préoccupations de nos concitoyens », il a affirmé que son engagement repose sur quatre principes fondamentaux : la vérité dans la parole, la rigueur dans la gestion, l'humanisme dans l'action et la responsabilité dans le mandat.

Je m'engage à défendre, avec sérieux, intégrité et détermination, les aspirations légitimes de nos concitoyens, dans un esprit de dialogue, de transparence, de solidarité et de respect », a-t-il ajouté, souhaitant contribuer à une APW qui « ne se contente pas d'accompagner les décisions, mais qui débat, propose, interpelle et assume pleinement son rôle au service de l'intérêt général ». Il a particulièrement remercié les militants de Saout Chaab pour leur fidélité et leur dévouement, appelant à faire de cette échéance électorale une occasion de renforcer l'espoir et de promouvoir un développement équilibré et durable au bénéfice de toutes les communes de la wilaya.

MOHAMED AMINE DJELOUL ALLALI, CANDIDAT À L'APW D'ORAN:

« Je ne brigue pas un siège, je veux faire entendre la voix du citoyen »

H. Nassira

Candidat à l'Assemblée populaire de wilaya d'Oran, à la dixième position sur la liste du Rassemblement de l'espoir de l'Algérie (TAJ), Mohamed Amine Djeloul Allali place la proximité avec les citoyens et la défense de leurs préoccupations au centre de son engagement. À 35 ans, il entend faire de son éventuelle présence à l'APW un relais concret entre les habitants et les institutions.

À l'heure où la question de la représentation citoyenne demeure au cœur des attentes locales, Mohamed Amine Djeloul Allali entend inscrire sa candidature dans une logique de proximité et de responsabilité. Âgé de 35 ans, il figure en dixième position sur la liste du parti TAJ, numéro 10, pour l'élection de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Oran. Son ambition, affirme-t-il, dépasse la conquête d'un mandat : faire de l'élu un véritable porte-voix des préoccupations de la population.

Titulaire d'une licence en ingénierie environnementale et d'un master en ingénierie des risques, il dispose également de formations en droit public et privé, en action politique et syndicale.

Cadre dans le secteur de la production et de la liquéfaction du gaz naturel depuis 2015, il est aussi conseiller juridique auprès d'un bureau syndical et acteur du mouvement associatif.

Son engagement politique prend notamment racine dans son expérience de représentation des étudiants à l'université. Une étape qu'il considère comme une véritable école de responsabilité, lui ayant permis de développer des compétences en communication, en négociation, en gestion des situations difficiles et en travail collectif. « Cette responsabilité n'était pas un simple titre, mais une véritable école de leadership et de prise de décision », explique-t-il.

À cette expérience s'ajoute un travail de proximité auprès des citoyens et un intérêt soutenu pour les dossiers locaux. Une présence sur le terrain qui lui aurait permis, souligne-t-il, de mieux cerner les difficultés quotidiennes des habitants et les attentes particulières de la jeunesse. Il revendique ainsi la nécessité de faire remonter ces préoccupations vers les institutions exécutives et de les inscrire dans les priorités de l'action publique.

La proximité comme engagement durable

Le programme qu'il défend accorde une place importante au développement local, à l'amélioration du cadre de vie, à l'emploi des jeunes et aux questions sociales. Le logement, le transport, la santé, l'éducation et la solidarité figurent également parmi les dossiers qu'il entend suivre et porter auprès des autorités compétentes.

Au-delà des orientations programmatiques, le candidat insiste sur la nécessité d'entretenir un lien permanent avec les citoyens, à travers l'écoute, la disponibilité et l'ouverture de canaux de communication.

Il évoque notamment la permanence parlementaire du député Yahia Houari Abdelkader comme un espace de proximité.

Refusant les promesses faciles, Mohamed Amine Djeloul Allali privilégie un engagement qu'il veut fondé sur le suivi, la transparence et la défense effective des doléances. S'il accède à l'APW, il promet de transformer les attentes exprimées en propositions et en initiatives concrètes.

Il entend également porter les préoccupations des souscripteurs au programme AADL 3. « Je ne promets pas de solutions miraculeuses.

Je m'engage à travailler, à assurer le suivi des dossiers et à défendre les préoccupations des citoyens avec responsabilité », affirme-t-il.

Avant de résumer sa démarche : « Nous ne sommes pas candidats pour un siège, mais pour que la voix du citoyen soit présente et contribue réellement au développement de la wilaya d'Oran. »

IMANE LEBBAH, CANDIDATEÀ L'APW D'ORAN

Le changement et le développement local au cœur de son programme

H. N

Candidate du Front El Moustakbal, classée à la 56e position sur la liste n° 3 pour l'APW d'Oran, Imane Lebbah place le développement touristique, la création d'emplois, la lutte contre les fléaux sociaux et la promotion de la femme au cœur de ses engagements. Elle ambitionne de faire des potentialités de la wilaya un véritable levier de développement économique et social.

À 41 ans, Imane Lebbah fait le pari de l'engagement politique.

Candidate du Front El Moustakbal aux élections locales du 28 novembre prochain, elle figure à la 56e position sur la liste n° 3 en lice pour l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Oran.

Sous le slogan « Compétence, intégrité et construction de l'avenir », elle entend porter une vision du développement qui place les préoccupations du citoyen au centre de l'action publique.

Forte de plus de quinze années d'expérience dans l'administration, la gestion des ressources humaines et les services touristiques et hôteliers, la candidate revendique un parcours professionnel qu'elle a choisi de consolider par un retour aux études. Après dix-huit années d'activité, elle a repris le chemin de l'université, décrochant un master en sciences commerciales, spécialité marketing touristique et hôtelier, à l'Université d'Oran, avec le titre de major de promotion. Une performance qui lui a valu une distinction officielle du wali d'Oran.

Elle est également titulaire d'une licence en finances et d'un diplôme de technicien supérieur en comptabilité.

Dans son entretien à CapDz, Imane Lebbah présente un programme qui prend appui sur les atouts économiques et territoriaux de la wilaya, avec une place prépondérante accordée au tourisme, considéré comme un secteur capable de générer de la richesse et des emplois.

Le tourisme comme locomotive de croissance

S'appuyant sur le potentiel touristique d'Oran et son rayonnement international, la candidate préconise une stratégie de valorisation des infrastructures et des espaces à vocation touristique. Parmi ses propositions phares figure la réalisation d'un grand parc aquatique à Aïn El Turck. Ce projet, qu'elle inscrit dans une démarche de valorisation de la zone d'expansion touristique de Cap Falcon, ambitionne de faire émerger un pôle de loisirs familial, adossé aux capacités hôtelières de la région. Elle plaide également pour le développement de complexes commerciaux et récréatifs intégrés, susceptibles de dynamiser l'investissement et l'emploi local. La modernisation des services balnéaires constitue un autre axe de son programme. Elle propose un meilleur encadrement des activités nautiques, notamment le jet-ski, à travers des espaces aménagés, des circuits réglementés et sécurisés, afin de concilier attractivité touristique et protection des estivants.

Formation, jeunesse et autonomisation des femmes

Sur le plan social, Imane Lebbah préconise la création de centres spécialisés dans la prise en charge des personnes confrontées à l'addiction, avec pour objectif leur accompagnement thérapeutique et leur réinsertion. Elle plaide aussi pour le renforcement des équipements sportifs et culturels de proximité destinés aux jeunes. La candidate insiste, par ailleurs, sur la nécessité d'adapter la formation professionnelle aux vocations économiques des communes. Les localités côtières devraient privilégier les métiers de l'hôtellerie, du tourisme et du sauvetage maritime, tandis que les communes agricoles, à l'image de Boutlélis, Misserghine, Oued Tlélat et Tafraoui, gagneraient à développer des spécialités liées à l'agriculture moderne, à l'irrigation et aux industries agroalimentaires. Enfin, elle entend promouvoir l'autonomisation des femmes, particulièrement celles des zones d'ombre et les femmes au foyer, en favorisant l'accès à la formation qualifiante et la poursuite des études. Au terme de sa présentation, Imane Lebbah appelle les électeurs, toutes catégories confondues, à participer massivement au scrutin du 28 novembre 2026 et à accorder leur confiance à la liste n° 3 du Front El Moustakbal, au nom du changement et d'une nouvelle dynamique de développement pour la wilaya.



CONFÉRENCE COP 31 SUR LE CLIMAT EN TURQUIE

L'Algérie, acteur clé de l'action écologique

R. N

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, est arrivé, mercredi après-midi, dans la ville d'Antalya (Turquie), pour prendre part aux travaux de la Conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 31), qui se tient du 9 au 20 novembre courant, sous le thème "Passer des promesses aux actes". La participation de l'Algérie à ce rendez-vous international sera l'occasion d'exposer ses efforts nationaux en matière d'adaptation aux changements climatiques et de lutte contre leurs impacts, à travers les différentes mesures et politiques sectorielles adoptées, ainsi que de mettre en avant les résultats obtenus dans la mise en œuvre de ses engagements internationaux relatifs au climat. Le Premier ministre est accompagné, lors de cette visite, par la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouter Krikou qui a participé à la cérémonie d'ouverture officielle de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP31) qui se tient à Antalya, en Turquie.

La cérémonie d'ouverture officielle s'est déroulée en présence du président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, ainsi que de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, de hauts fonctionnaires et de représentants de délégations officielles, d'organisations et d'organismes internationaux, précise le communiqué. Alors que les pays du monde débattent des défis du changement climatique et ses répercussions, lors de la Conférence des parties sur le changement climatique (COP31) qui s'est ouverte mercredi en Turquie, l'Algérie, forte d'une stratégie ambitieuse, accélère sa transition énergétique et s'impose désormais comme un acteur clé et reconnu de l'action écologique en Afrique et dans le bassin méditerranéen.

Transition énergétique

Cette dynamique de transition écologique et énergétique est à portée de la vision politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui veille à allier la souveraineté de la décision économique et les objectifs écologiques fondamentaux. Récemment, lors du 8e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), le président de la République a réaffirmé que l'Algérie progressait de manière constante vers la mise en œuvre d'une stratégie faisant des énergies propres un pilier de son essor durable. Pour concrétiser cette mutation sur la prochaine décennie, une enveloppe d'investissements massifs de 22 milliards d'euros par minerais et déjà été mobilisée pour le plan national d'installation de 15.000 mégawatts (MW) d'énergie solaire. Cette ferme volonté politique s'est également matérialisée par la constitutionnalisation de l'action environnementale en 2020. Depuis, l'Algérie a profondément restructuré sa gouvernance environnementale à travers une feuille de route jalonnée d'actions concrètes et d'engagements internationaux. Ce déployé a débuté par l'adoption du Plan National Climat (PNC 2020-2030), véritable boussole intersectorielle articulée autour de 155 actions d'atténuation et d'adaptation. Le pays à franchise un cap industriel majeur en 2023 en lançant sa Stratégie nationale de développement de l'hydrogène vert, visant à se positionner comme un fournisseur régional de premier plan d'ici à 2035. L'année 2024 a quant à elle été marquée par le renforcement de la transparence internationale, matérialisée par la soumission du premier Rapport biennal de transparence (BTR1) à l'ONU et le lancement du projet d'appui ICAT (Initiative pour la transparence de l'action climatique) afin de moderniser le système national de suivi des données de gaz à effet de serre.

ECONOMIE NUMÉRIQUE

Alger accueille un Forum sur l'investissement en Afrique

Les travaux du Forum international "Porte numérique vers l'Afrique – Algérie 2026" ont été ouverts mercredi à Alger, avec la participation d'acteurs économiques et technologiques de 26 pays, afin d'examiner les opportunités de partenariat et d'investissement dans le domaine de l'économie numérique.

Organisé sur deux jours par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), ce Forum se tient sous le slogan "L'économie numérique : une passerelle vers la technologie, l'innovation et l'investissement en Afrique", sous le patronage du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah.

Le programme du Forum comprend également une rencontre consacrée à la coopération numérique entre l'Algérie et la Russie, avec la participation d'investisseurs et d'acteurs du secteur, en vue d'examiner les perspectives de renforcement du partenariat entre les deux pays.

VISITE D'UNE DÉLÉGATION DU KANSAS EN ALGÉRIE

La presse américaine souligne la portée symbolique

Plusieurs médias américains ont mis en lumière la visite en Algérie d'une délégation américaine, composée de citoyens et de responsables des villes de Kansas City et de Lawrence, dans l'Etat du Kansas, et voyant le prolongement d'un rapprochement humain et culturel amoureux lors de la Coupe du monde de football 2026, à travers l'accueil chaleureux réservé à la sélection nationale algérienne dans la ville de Lawrence.

Dans un reportage vidéo consacré à cette visite intitulé : "L'Algérie réserve un accueil chaleureux à la délégation d'une ville américaine qui avait accueilli son équipe lors de la Coupe du monde", la chaîne CBS News souligne le geste de réciprocité de l'Algérie, qui accueille une délégation américaine dans le cadre d'un séjour entièrement pris en charge par la partie algérienne, en reconnaissance de l'hospitalité manifestée par les habitants de Lawrence envers les Verts et leurs supporters durant la compétition mondiale. La chaîne met ainsi l'accent sur la dimension humaine de cette initiative, qui traduit la volonté de préserver et de consolider les liens noués à l'occasion de cet événement sportif international.

Sous le titre : "L'hospitalité de la Coupe du monde fait son retour : l'Algérie déroule le tapis rouge à une délégation américaine", l'agence Associated Press (AP) revient, dans un article, sur les circonstances ayant donné naissance à ces liens d'amitié entre les deux parties. L'agence rappelle notamment la mobilisation des habitants de Lawrence, qui avaient réservé un accueil particulièrement chaleureux à la délégation algérienne, avec plus de 500 personnes rassemblées à l'aéroport pour souhaiter la bienvenue aux joueurs et à leurs accompagnateurs.

AP évoque également plusieurs initiatives ayant marqué cet accueil, notamment la confection d'un drapeau algérien par un artiste local, ainsi que l'apprentissage et l'interprétation de l'hymne national algérien par des étudiants de l'Université du Kansas. L'agence reprend également les déclarations de certains membres de la délégation américaine.

"C'est un immense honneur pour nous tous d'être ici", a déclaré Meghan Bardwell, fonctionnaire de la police municipale de Lawrence, soulignant que l'accueil réservé à la délégation depuis son départ des Etats-Unis avait été "extraordinaire". A travers cette couverture médiatique, les médias américains, notamment locaux et régionaux, mettent en évidence une initiative qui dépasse le cadre sportif et illustre le rôle des échanges culturels, universitaires et locaux dans le rapprochement entre les peuples. La délégation américaine est arrivée lundi en Algérie pour une visite d'amitié, à la suite de l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, envoyée aux responsables et aux citoyens des villes de Kansas City et de Lawrence, dans le mais de consolider les relations algéro-américaines.

ALGÉRIE- BURUNDI

Coopération pour renforcer la protection de l'enfance

La déléguée nationale à la protection de l'enfance, Aida Mecheri, a reçu une délégation de la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme (CNIDH) de la République du Burundi, qui effectue une visite en Algérie, indique mercredi un communiqué de cette instance. Le président de la CNIDH de la République du Burundi, Martin Blaise Nyabuhoro, et la délégation l'accompagnant, composé du commissaire auprès de la Commission, Issa Ntambuka, et de la chargée d'études, Martine Ngabirano, ont effectué, mardi, une visite au siège de l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE), précise la même source. Cette rencontre a été l'occasion de "passer en revue les progrès réalisés par l'Algérie à l'échelle nationale, les réformes adoptées, ainsi que les mécanismes institutionnels et législatifs mis en place pour protéger l'enfant et garantir ses droits". Elle a également permis de mettre en lumière les missions de l'ONPPE, ainsi que ses mécanismes d'action sur le terrain. Dans ce cadre, la délégation burundaise s'est enquise de près du fonctionnement de la cellule de réception des signalisations via le numéro vert gratuit (1111), et à prise connaissance des modalités de réception, d'orientation et de prise en charge des signalisations.

UNIVERSITÉ D'OUARGLA

La formation au cœur du partenariat algéro-nigérien

L'examen des perspectives de développement d'un partenariat académique algéro-nigérien portant sur la formation spécialisée dans le domaine des hydrocarbures a été au centre d'une rencontre par visioconférence entre les responsables de l'Université "Kasdi Merbah" d'Ouargla (UKMO) et l'université "André Salifou" de Zinder (Niger), à-on informé mercredi du rectorat de l'UKMO. La rencontre animée, côté algérien par le recteur de l'UKMO, Pr. Mohamed Tahar Hallilet, avec des responsables de l'Université "André Salifou" de Zinder, a porté sur l'examen des clauses de la convention-cadre de coopération académique entre les deux institutions universitaires, algérienne et nigérienne, a précisé le vice-recteur chargé des relations extérieures et de la coopération à l'UKMO, Pr. Mohamed Mehdi Kadri. M. Kadri a également indiqué que l'UKMO a exprimé sa disponibilité à mettre son cumul d'expériences et moyens scientifiques et pédagogiques pour accompagner l'université nigérienne, à travers des offres de formation professionnelle et spécialisée dans les domaines de l'exploration et de la production des hydrocarbures.

CAP DZ QUOTIDIEN D'INFORMATION

SI EL HACHEMI ASSAD, S. G DU HAUT COMMISSARIAT DE L'AMAZIGHITÉ :

«Tamazight a franchi de grands pas dans les universités»



Wassila. B

La promotion de la langue et de la culture amazighes au sein des universités est un processus qui "a franchi de grands pas" en Algérie, grâce aux efforts déployés sur le terrain et au soutien continu de l'Etat, a affirmé hier à Bouira, le Secrétaire général du Haut Commissariat de l'amazighité (HCA), M. Si El Hachemi Assad.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture d'un Colloque organisé par l'Université "Akli Mohand Oulhadj" sur les mémoires de Master et les thèses de Doctorat en Tamazight, M. Assad a souligné l'organisation de cette rencontre académique, qui, selon lui, "s'inscrit dans le cadre du processus continu de la promotion de la langue et de la culture amazighes à travers les universités du pays".

Il a souligné que, depuis sa création il y'a 31 ans, le HCA a réalisé de "grands progrès" sur le terrain pour promouvoir le Tamazight et son enseignement dans les universités, grâce au partenariat "stratégique" avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

"C'est dans ce cadre que nous sommes en train de bâtir une passerelle avec l'université Akli Mohand Oulhadj après la signature en 2014 d'une convention entre les deux parties, ayant permis de concrétiser des actions, dont des échanges documentaires pour aider les étudiants et promouvoir le tamazight", a indiqué M. Assad. Il a, par la même, salué les efforts consentis par les départements de la langue et culture amazighes, les enseignants ainsi que les nouveaux doctorants et les laboratoires de recherches, qui "ont mis tout leur savoir et connaissances au service de la langue et culture amazighes", at-il soutenu.

Il a annoncé, par ailleurs, qu'une convention sera signée en 2027 entre le HCA et l'Office des publications universitaires (OPU) afin de renforcer la bibliothèque de l'université de Bouira en documentation nécessaire à même d'aider les étudiants dans leurs travaux de recherche en tamazight.

Et pour renforcer le partenariat entre le HCA et les universités, M. Assad a proposé des formations spécialisées au profit des nouveaux doctorants en Tamazight à travers l'organisation d'ateliers devant leur permettre de recueillir les informations nécessaires pour rédiger leurs thèses de doctorat.

Il a également plaidé pour la valorisation des recherches à travers la mise en place d'un mécanisme pour faire connaître et d'exploiter les meilleurs travaux de recherche universitaires, annonçant également la mise en place en 2027 d'un dispositif national visant à aider les étudiants doctorants en langue tamazight à préparer leurs thèses et à leur faciliter les recherches.

FINANCEMENT DE PROJETS

Les associations appelées à s'inscrire sur la plateforme "charaka"

Le ministère de la Jeunesse a appelé, mercredi dans un communiqué, les associations de jeunesse à s'inscrire sur la plateforme numérique "charaka", en prévision du lancement de l'appel à financement de projets au titre de l'année 2027.

«L'ensemble des associations locales et nationales activant dans le domaine de la jeunesse, chargées de l'encadrement.

De l'accompagnement et de l'organisation des jeunes, et souhaitant établir un partenariat actif avec le secteur, sont invitées à ouvrir un compte sur la plateforme numérique **+charaka+** », précise la même source.

Le ministère a souligné la nécessité de « renseigner des données exactes, complètes et mises à jour ».

L'inscription sur cette plateforme, accessible via le lien **https://charaka.mjeunesse.gov.dz**, ainsi que la finalisation du dossier de l'association, constituant "une étape essentielle en prévision de l'accès aux opportunités de partenariat et de financement qu'offrira le secteur, dans le cadre de l'appel à financement des projets des associations de jeunesse au titre de l'année 2027", selon la même source.

RAMADHAN

Les produits de grande consommation seront largement disponibles

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé une réunion de travail avec les secrétaires généraux des ministères des Finances, de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, de l'Industrie, ainsi que du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, consacrée au suivi des préparatifs en cours, en prévision du prochain mois de Ramadhan, indique un communiqué du ministère.

Cette, tenue mardi au siège du ministère, s'est déroulée en présence de représentants du Groupe des industries agroalimentaires et de la logistique "AGROLOG", de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes "ONILEV", du groupe des industries agroalimentaires "AGRODIV", ainsi que de la société "MAGROS", précise le communiqué de la réunion. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi périodique des différentes mesures et dispositions mises en place pour assurer l'approvisionnement du marché national et évaluer l'état d'avancement des opérations liées à la disponibilité des produits de grande consommation, notamment à travers le suivi des opérations d'importation, des niveaux des stocks et des capacités de production et de distribution, afin de garantir la disponibilité des produits à travers les différents circuits de commercialisation, ajoute la même source.

Au cours de cette rencontre, le ministre a souligné « l'importance de maintenir la coordination et la complémentarité entre les différents secteurs et organismes concernés, et de renforcer les mécanismes de suivi sur le terrain des chaînes d'approvisionnement, de manière à assurer la cohérence entre les niveaux de production, d'importation et de distribution, et à répondre à la demande de consommation attendue durant ce mois, en application des instructions des hautes autorités du pays », selon le communiqué.

DOUANES

Saisie d'importantes quantités de drogues

Les services des Douanes ont saisi des quantités importantes de drogues durant la période allant du 1er au 7 novembre, dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite de drogues et de comprimés psychotropes, selon un bilan de la Direction générale des douanes, publié mercredi. Selon la même source, le bilan mondial enregistré, durant cette période, concerne la saisie de plus de 730 kg de kif traité et 407.588 comprimés psychotropes. Ces résultats ressortent, "les efforts menés par le corps des douanes et le niveau de vigilance opérationnelle des brigades douanières, ainsi que l'importance de la coordination et de la coopération avec les différents services en matière de lutte contre les réseaux de trafic illicite de drogues et de comprimés psychotropes", ajoute la même source.

A travers ce bilan, la Direction générale des Douanes « continue de mobiliser ses ressources humaines et opérationnelles et de renforcer la coordination avec ses partenaires de sécurité, de manière à contribuer à la protection de la santé publique, à faire face au crime organisé et à contribuer efficacement à la préservation de la sécurité de la société », conclut le document.

SALON INTERNATIONAL DES DATES À ALGER

Ouverture de la 4e édition

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, a procédé mercredi à l'ouverture de la 4e édition du Salon international des dates qui se tient au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger) avec la participation de 234 exposants nationaux et étrangers.

Les participants à ce Salon, organisé par la Chambre nationale d'agriculture, représentent les différents acteurs de la filière dattes, notamment les producteurs, les transformateurs, les exportateurs, les artisans, les coopératives et les organisations professionnelles, ainsi que des porteurs de projets, des start-up, des centres de recherche, des laboratoires et des organismes techniques. Cette édition, qui se déroule sur quatre jours, sous le slogan "Nos dates, originalité et économie durable", connaît également la participation d'exposants, d'opérateurs économiques et de spécialistes du secteur des dates venus d'Irak, de Turquie, du Sultanat d'Oman, de Tunisie, de Libye, d'Egypte et du Yémen. Ce Salon constitue un espace de rencontre entre les différents intervenants de la filière pour échanger leurs expertises et leurs expériences. Il représente également une opportunité de renforcer la compétitivité, de promouvoir les données et leurs dérivés et d'en développer la commercialisation, tout en faisant connaître la diversité des variétés locales. Le programme du Salon prévoit également des conférences et des ateliers scientifiques, avec la participation d'experts, d'enseignants universitaires et de chercheurs nationaux et étrangers. Plusieurs thématiques seront abordées, notamment la pollinisation des palmiers-dattiers à l'aide de drones, les techniques de télédétection précoce des maladies et des ravageurs, la culture in vitro du palmier-dattier, ainsi que le rôle de la femme rurale dans la valorisation des produits oasiens.

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

EXPLOITATION D'UN SYSTÈME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ILLÉGALES

Démantèlement d'un réseau d'espionnage marocain

R. N

Un réseau criminel organisé, comprenant parmi ses membres un ressortissant étranger de nationalité marocaine, activant dans le domaine de la création et de l'exploitation d'un système de télécommunications illégales à des fins d'espionnage au profit de parties étrangères, a été démantelé par le Service de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Tipaza (1ère Région militaire), a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale. (MDN).

"Dans la dynamique des efforts soutenus déployés par les unités de la Gendarmerie nationale afin de lutter contre toutes formes de criminalité organisée et de faire face aux manœuvres ciblant la sécurité et la stabilité du pays, le personnel du Service de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Tipaza en 1ère Région militaire, a procédé au démantèlement d'un réseau criminel organisé, dont une personne étrangère de nationalité marocaine, activant dans le domaine de la création et de l'exploitation d'un système de télécommunications illégales à des fins d'espionnage au profit de parties étrangères, et ce, en fournissant des canaux de communication confidentiels et sécurisés pour ses membres, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger", lit-on dans le communiqué. "A cet effet, ce réseau utilise des équipements techniques détenus et sensibles, afin de dissimuler les identités de ses utilisateurs et d'échapper aux systèmes de contrôle de sécurité, permettant ainsi de mener des activités illégales", précise la même source.

"Cette opération porte sur l'arrestation d'individus suspects et à la saisie d'une quantité considérable de matériel et d'équipements électroniques et de communications, composés de 22 appareils de routage d'appels via internet, 19 téléphones portables, des cartes SIM de différents opérateurs téléphoniques, ainsi que du matériel informatique, en sus d'un véhicule touristique et d'une somme d'argent impliquant à 95 millions de centimes", ajoute le communiqué.

"Cette opération confirme, une fois de plus, la disponibilité et la vigilance de toutes les composantes de l'Armée nationale populaire à contrecarrer toutes les formes de menaces criminelles et à déjouer tous les plans subversifs ourdis contre notre pays", conclut le communiqué du MDN.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le transport maritime et le paiement électronique au menu

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du gouvernement consacrée à l'étude d'exposés relatifs au développement du transport maritime et à la modernisation de sa flotte, ainsi qu'à la modernisation des moyens de paiement électronique, indique un communiqué des services du Premier ministre.

« Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé, ce mercredi 11 novembre 2026, une réunion du Gouvernement. A l'entame de la réunion, le Gouvernement a entendu une communication sur le dossier du développement du transport maritime et de la modernisation de sa flotte. "approche intégrée destinée à dynamiser ce secteur stratégique afin d'offrir des services de qualité conformes aux normes et standards internationaux, ainsi qu'à favoriser les échanges dans le domaine du commerce extérieur, notamment les exportations, qui connaissent une croissance soutenue ces dernières années", note le communiqué.

A cet égard, "ont été présentés les efforts déployés pour développer les infrastructures portuaires et les installations logistiques, ainsi que pour renouveler la flotte nationale de transport maritime de marchandises et de passagers", relève la même source.

Par ailleurs, et « dans le cadre de la modernisation des moyens de paiement électronique, le Gouvernement a entendu un exposé préliminaire sur l'état de mise en œuvre de la feuille de route et afférente, qui sera étudié ultérieurement lors de la prochaine réunion du Gouvernement. publics", ajoute le communiqué.

COOPÉRATION

Attaf reçoit l'ambassadeur de Singapour

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, mercredi au siège du ministère des Affaires étrangères, Mohammad Alami Musa, ambassadeur non-résident de Singapour en Algérie, indique un communiqué du ministère.

La rencontre "a été l'occasion de passer en revue l'état des relations de coopération entre l'Algérie et Singapour dans plusieurs domaines prioritaires, notamment l'énergie, l'agriculture, la gestion urbaine, le commerce et l'industrie".

Les discussions ont également porté sur "les moyens à même de réaliser une exploitation optimale des potentialités dont disposent les deux pays, de manière à contribuer à hisser les relations bilatérales à des perspectives plus larges", ajoute le communiqué.

EL TARF

La production de grenades a fait de grands progrès

La wilaya de Tarf a produit, au titre de l'année en cours, 197.345 quintaux de grenades, à-on appris, mercredi, auprès de la direction des services agricoles (DSA).

La cheffe du bureau de la réglementation et de la normalisation, Amel Mansouri, a indiqué à l'APS que la récolte des grenades, achevée en octobre dernier sur une superficie de 600 hectares, s'est soldée par une production de 197.345 quintaux.

Faisant état d'un rendement de 328 quintaux par hectare, le même responsable a ajouté que les vergers de grenadiers producteurs sont situés dans des communes de l'ouest de la wilaya d'El Tarf, notamment Besbes, Dréan, Ben M'hidi, Echatt, Asfour et Zerizer.

La production de ce fruit a connu une augmentation significative par rapport à l'année 2025 qui avait la wilaya d'El Tarf produire un peu plus de 122. 000 quintaux, selon Mme Mansouri qui a souligné que cette augmentation est "dû à l'expansion des surfaces cultivées et à l'adoption de techniques arboricoles modernes." Le président de la chambre de l'agriculture, Saci Laâbadlia, a affirmé, pour sa part, que la culture des Les grenades suscitent un intérêt croissant de la part des producteurs en raison de la qualité du fruit et de la forte demande, en plus de l'accompagnement des agriculteurs en vue du développement de l'arboriculture fruitière et de l'amélioration de la productivité des sols. M. Laâbadlia a fait savoir que la wilaya d'El Tarf compte plus de 10 variétés de ce fruit, parmi lesquelles "Aqua", "Bounab", "Martinazzi" et "Echachi", appelées également "Sidi Djemil". Cette dernière, produite dans la commune de Besbes, jouit d'une grande renommée et fait l'objet d'une forte demande de la part des commerçants et des consommateurs en raison de sa grande taille et de sa saveur sucrée. Selon le président de la Chambre d'agriculture, des démarches sont actuellement entreprises en vue de faire enregistrer la variété "Sidi Djemil" en tant que marque déposée au niveau de la région. Notons que cette filière arboricole bénéficie de l'attention et de l'accompagnement de l'État à travers des mécanismes de soutien, à l'exemple de la réduction de 50 % sur le prix des engrais, le raccordement à l'énergie électrique et la mise à disposition de matériels d'irrigation. Ce soutien, ajouté à la formation des arboriculteurs et à leur accompagnement technique, contribue à la préservation de cette culture qui représente une ressource économique importante pour la région.

EDITO

L'Algérie Construit un corridor commercial africain

Wassila. B

L'ouverture de la zone franche commerciale de Tindouf, est prévue d'ici la fin de l'année 2026. Située à proximité de la frontière mauritanienne, cette plateforme de 200 hectares constitue l'aboutissement d'un projet engagé depuis près de trois ans, dont l'ambition affichée est de faciliter les échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays d'Afrique de l'Ouest.

Pour un pays dont les exportations demeurent dominées par les hydrocarbures, il s'agit là d'une tentative sérieuse de diversification et de repositionnement régional. À l'heure où les corridors sahéliens se multiplient et se concurrencent, Alger entend ne pas rester spectatrice d'une recomposition des routes commerciales africaines.

La configuration matérielle du site traduit une volonté d'opérationnalité : six grands entrepôts, des espaces d'exposition, un centre de vérification des marchandises, ainsi que des services intégrés de douane, de banque et d'assurance, complétés par des infrastructures de sécurité et un centre médical. Alger poursuit en parallèle la réalisation de la route Tindouf-Zouérat, longue d'environ 840 kilomètres, et a signé en septembre 2026 avec Nouakchott un accord de facilitation douanière. L'objectif est clair : articuler logistique et cadre institutionnel pour ouvrir un corridor viable vers le Sahel. La complémentarité entre l'infrastructure physique et les dispositifs douaniers constitue, en effet, la condition sine qua non de la crédibilité de l'ensemble.

L'urgence de cette initiative tient au positionnement de l'Algérie dans le commerce intra-africain. Selon les données d'Afreximbank pour 2025, les échanges algériens avec le continent ne représentent qu'environ 4,86 milliards de dollars. La zone franche de Tindouf est donc appelée à jouer le rôle de point d'appui : réduire le coût d'accès aux marchés ouest-africains, offrir des débouchés aux produits non énergétiques algériens (agroalimentaire, pharmacie, matériaux de construction) et dynamiser l'emploi dans une région frontalière enclavée. Le succès du projet se mesurera moins au volume des investissements consentis qu'à la capacité des opérateurs privés à s'y implanter durablement.

Une zone franche ne saurait toutefois suffire à renverser des rigidités structurelles. La valeur du projet de Tindouf réside moins dans sa capacité propre que dans sa fonction de modèle : il doit servir de référence aux quatre autres zones franches convenues avec la Tunisie, la Libye, le Mali et le Niger. Si la facilitation douanière, les exonérations fiscales et la chaîne logistique parviennent à fonctionner en circuit fermé, l'Algérie pourra peut-être trouver entre le Maghreb et le Sahel un rôle économique à la hauteur de sa géographie. La livraison de fin 2026 ne sera qu'un point de départ : l'épreuve véritable seront les flux de marchandises qui emprunteront durablement cette route vers l'Afrique de l'Ouest.

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

EXÉCUTION DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CRÉANCES PUBLIQUES

Ouchene met les directeurs face à leurs obligations budgétaires

Meriem B

Consommation des crédits, retards dans l'exécution des projets et impayés au profit du Contrôle technique de la construction (CTC) : le wali d'Oran a passé au crible plusieurs points sensibles de la gestion financière des secteurs de l'exécutif. Au-delà du bilan arrêté au 31 octobre, il a exigé des mesures concrètes pour accélérer l'absorption des crédits, achever les opérations engagées et apurer les dettes contractées par les administrations publiques.

La gestion des crédits publics ne saurait se limiter à leur inscription dans les programmes budgétaires. Encore faut-il que les enveloppes allouées soient effectivement mobilisées et que les opérations financées aboutissent à des équipements fonctionnels. C'est autour de cette exigence de résultats que s'est articulée la réunion de coordination présidée, mardi 10 novembre, par le wali d'Oran, Brahim Ouchene, en présence du secrétaire général par intérim, des directeurs de l'exécutif et des cadres de la wilaya.

Premier dossier soumis à l'examen : le niveau de consommation des crédits de paiement (CP) au titre de l'exercice 2026. Les données présentées par l'agent comptable de la wilaya et la directrice de la programmation et du suivi budgétaires ont permis de passer en revue la situation financière des différents secteurs, sur la base des réalisations enregistrées au 31 octobre.

L'évaluation a concerné un large éventail de départements, parmi lesquels les travaux publics, les équipements publics, l'administration locale, l'urbanisme, la construction, la santé, la jeunesse et les sports, l'hydraulique, la Protection civile, l'habitat, la formation professionnelle, la culture et l'industrie. Les responsables sectoriels ont également été appelés à présenter l'état de consommation de leurs crédits respectifs, dans le cadre d'un suivi visant à identifier les insuffisances et à améliorer le rythme d'exécution financière des programmes.

Les rejets budgétaires et les délais d'exécution sous surveillance

Autre aspect abordé lors de cette rencontre, la situation des rejets provisoires concernant les opérations d'investissement durant l'année 2026. Présenté par le contrôleur budgétaire, cet état des lieux complète l'évaluation des difficultés qui peuvent entraver le traitement des opérations et retarder la concrétisation des projets.

À l'issue des exposés, le wali a appelé à une révision et à un assainissement de la nomenclature des programmes de développement, tout en exigeant des responsables qu'ils prennent les dispositions administratives nécessaires pour relever les taux de consommation des crédits. Les instructions ont également porté sur l'accélération des chantiers en cours, le respect des délais contractuels et la réception des projets programmés dans les meilleurs délais.

L'objectif est de réduire les décalages entre les prévisions budgétaires, l'exécution effective des opérations et leur livraison, afin d'éviter que les retards administratifs ou les lenteurs dans la réalisation ne compromettent la mise en service des infrastructures attendues.

Le CTC réclame le règlement de ses prestations

La réunion a également mis en lumière une autre difficulté liée à la gestion des projets publics : les créances impayées au profit du Contrôle technique de la construction. La directrice de cet organisme a présenté la situation des dettes accumulées auprès des différentes directions publiques, correspondant aux prestations d'étude, de suivi et de contrôle technique des projets.

Sur ce volet, Brahim Ouchene a instruit fermement les responsables concernés de procéder au paiement de l'ensemble des sommes dues et de mettre un terme aux retards de règlement.

Ces instructions visent à régulariser les engagements financiers des administrations à l'égard du CTC et à éviter la persistance de créances liées aux missions accomplies par cet organisme.

La réunion aura ainsi permis de confronter les différents secteurs à deux impératifs de gestion : accélérer la transformation des crédits inscrits en réalisations effectives et assainir les situations financières qui demeurent en suspens. Deux exigences qui conditionnent, chacune à leur niveau, la bonne exécution des programmes publics dans la wilaya.

COOPÉRATION UNIVERSITAIRE ALGÉRO-RUSSE

Oran 2 fait rayonner la langue et la culture russes

Bakhta Bacha

Le Festival de la langue russe en Algérie a investi, mercredi, le campus de l'Université Oran 2 Mohamed Ben Ahmed, à travers un programme mêlant découverte du patrimoine, activités artistiques et échanges académiques. Organisée avec l'Université pédagogique d'État de Naberejnye Tchelny, cette manifestation donne une nouvelle expression au partenariat conclu entre les deux établissements en janvier 2025.

La langue russe s'est invitée au cœur de l'Université Oran 2, à la faveur d'une manifestation qui a placé la découverte culturelle au centre des échanges universitaires. Accueilli à la faculté des langues étrangères, le festival a réuni une délégation de l'Université pédagogique d'État de Naberejnye Tchelny et des représentants de l'établissement oranais autour d'un programme consacré à la promotion de la langue russe et à la découverte de son patrimoine culturel.

Cette rencontre s'inscrit dans le prolongement de l'accord de coopération signé le 30 janvier 2025 entre les deux universités. Elle traduit la volonté de donner une dimension concrète à ce partenariat en multipliant les occasions de rencontre et de partage dans les domaines académique et culturel.

À cette occasion, le recteur de l'Université Oran 2, Ahmed Chaalel a reçu la délégation russe, composée notamment de responsables chargés de la coopération universitaire, du département de langue russe et de représentants du corps enseignant.

La rencontre s'est déroulée en présence de responsables de plusieurs facultés, de représentants de la direction des relations extérieures et de la coopération, ainsi que d'enseignants de russe du Centre russe de l'université et de la faculté des langues étrangères.

Dans son allocution de bienvenue, le recteur a souligné l'importance de consolider les relations entre les deux institutions et d'élargir les perspectives de leur collaboration, notamment à travers les échanges académiques et les initiatives culturelles.

Le patrimoine russe au cœur des échanges

Parmi les temps forts de cette journée, un atelier artistique a permis aux participants de s'initier à la décoration de modèles traditionnels russes, notamment les célèbres poupées gigognes Matriochka et les cuillères ornementales. Précédée d'une présentation consacrée à l'histoire, aux usages et à la place de ces objets dans la culture populaire russe, cette activité a associé découverte du patrimoine et expression créative.

Le programme a également comporté une conférence ouverte sur l'histoire, la culture et les traditions de la Russie, ainsi qu'un concours culturel intitulé « De Russie avec amour ».

Des prestations musicales et des démonstrations de danses traditionnelles russes sont venues compléter cette journée, à laquelle ont pris part les étudiants du Centre russe de l'Université Oran 2.

La langue comme passerelle culturelle

Au-delà de son caractère festif, cette manifestation a constitué un espace de découverte et de pratique permettant aux étudiants d'appréhender la langue russe dans son environnement culturel. Elle illustre également l'intérêt de multiplier les initiatives qui donnent corps aux partenariats universitaires et favorisent le dialogue entre les cultures.

À travers ce rendez-vous, l'Université Oran 2 entend ainsi consolider ses relations avec son partenaire russe et encourager l'ouverture de ses étudiants sur de nouveaux horizons linguistiques et culturels.

LA RN 108 À HAUTEUR D'EL HAMOUL

Le dédoublement de la route avance à bon rythme

Sarah M

Le désenclavement des zones d'activité et l'amélioration des conditions d'acheminement des marchandises figurent parmi les enjeux auxquels répond le programme de modernisation du réseau routier dans la wilaya d'Oran. Dans cette perspective, le dédoublement de la route nationale n°108, sur le tronçon reliant El Hamoul, dans la commune de Tafraoui, aux limites de la wilaya d'Aïn Témouchent, constitue une opération à forte portée économique.

Sur une distance de 12 kilomètres, les travaux engagés dans le cadre des projets sectoriels centralisés de l'année 2026 se poursuivent à un rythme jugé satisfaisant. À terme, cet aménagement devrait modifier sensiblement les conditions de circulation sur cet itinéraire, particulièrement sollicité par les activités de transport liées à la zone industrielle de Tafraoui.

Un impératif pour la logistique industrielle

L'un des principaux enjeux de cette opération concerne la circulation des poids lourds. La concentration des activités industrielles génère des besoins importants en matière de transport et d'approvisionnement, faisant de la qualité des voies de desserte un élément essentiel au bon fonctionnement des unités économiques. Le dédoublement de la RN 108 devrait ainsi offrir de meilleures conditions de circulation aux transporteurs, tout en contribuant à limiter les contraintes liées à la coexistence des différents flux de véhicules.

L'amélioration de cet axe présente également un intérêt territorial. En consolidant la liaison entre Tafraoui et la wilaya voisine d'Aïn Témouchent, le projet vient renforcer la continuité du réseau routier et faciliter les déplacements dans un secteur où les échanges économiques dépassent les limites administratives de la wilaya.

La desserte routière au cœur de l'attractivité

Au-delà du gain attendu en matière de mobilité, cette infrastructure répond à une exigence de développement : adapter les équipements publics à l'évolution des activités économiques. La fluidité des déplacements, la régularité du transport des marchandises et l'accessibilité des zones industrielles constituent autant de paramètres susceptibles de peser dans les décisions d'investissement.

La mise en service du tronçon dédoublé devrait, dans cette optique, apporter un soutien supplémentaire à l'activité industrielle de Tafraoui et renforcer l'attractivité de cette partie du territoire oranais. Une opération qui illustre le rôle stratégique des infrastructures routières dans l'accompagnement de la dynamique économique locale.

VIEUX IMMEUBLES, NOUVEAUX LOGEMENTS

Oran poursuit le démantèlement du bâti menaçant ruine



Meriem B

Dans la wilaya d'Oran, le traitement du vieux bâti dégradé se poursuit avec une nouvelle opération de relogement ayant bénéficié à 38 familles jusque-là installées dans des immeubles classés en zone rouge. Transférés vers le site des 200 logements publics locatifs de Sidi El Bachir, dans la commune de Bir El Djir, les ménages concernés quittent ainsi des habitations dont l'état de vétusté faisait peser des risques sur leur sécurité. Une intervention qui s'inscrit dans une démarche plus large de résorption de l'habitat précaire, menée parallèlement aux programmes de distribution de logements et de libération des bâtiments dangereux.

L'enjeu ne se limite pas au déplacement des occupants. Il consiste également à neutraliser durablement des constructions fragilisées, dont certaines continuent de représenter une menace même après leur évacuation. C'est dans cette perspective que les services concernés ont procédé, dans la foulée du relogement, à la fermeture et au scellement des accès des immeubles libérés, ainsi qu'à la démolition de certaines parties intérieures, notamment les escaliers, afin d'en empêcher toute intrusion ou réoccupation.

L'opération menée ce mercredi a concerné des familles résidant dans trois immeubles situés au 11, rue Mankour Ali (ex rue de Lesseps) à hai Yaghmoracen (Saint Pierre) dans le secteur communal El Emir, au 22, rue Tlemcen, relevant d'En Nasr, et au 66, rue Mohamed Boudiaf (ex rue Mostaganem), à l'angle de la rue Nouar Khadidja, dans le secteur de Sidi El Bachir Plateaux). Placée sous la supervision des autorités de la wilaya, en coordination avec les services de la commune et les services de sécurité, elle a nécessité la mobilisation de moyens humains et matériels pour assurer le transfert des ménages et la sécurisation des lieux.

Un chantier qui dépasse les seules opérations de relogement

Cette nouvelle intervention vient s'ajouter à une série d'opérations engagées dans plusieurs quartiers de la ville. Des familles ont notamment été transférées de Dalmonte vers le site des 1 201 logements de Bir El Djir. Neuf autres ménages, qui occupaient l'ancienne école Tinzat Tahar, dans le secteur communal de Mohieddine, ont été relogés au pôle urbain d'Oued Tlélat. Le traitement des bâtiments de l'ancienne école Ali Maâchi, dans le quartier Yaghmoracen, a également donné lieu au transfert de 22 familles, en deux étapes, vers le même site des 1 201 logements, en raison des risques sanitaires liés à la présence d'amiante dans ces constructions préfabriquées.

La multiplication de ces interventions traduit l'ampleur du travail engagé sur un patrimoine immobilier dont une partie demeure particulièrement fragilisée par le vieillissement des structures et la dégradation des conditions d'habitation.

Elle pose aussi la question de l'après-relogement : la sécurisation des immeubles évacués constitue un préalable indispensable pour éviter leur réoccupation et prévenir de nouveaux risques.

Une politique du logement encadrée par des critères réglementaires

Cette dynamique intervient dans un contexte marqué par un effort important de distribution de logements à travers la wilaya. À l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, Oran a enregistré la distribution de 5 197 logements, toutes formules confondues, dont 2 262 logements publics locatifs répartis entre 16 communes et 649 logements promotionnels aidés, en plus d'autres contingents.

Le wali d'Oran, Brahim Ouchene, a, à plusieurs reprises, réaffirmé la poursuite des opérations visant l'élimination des constructions précaires et la lutte contre les extensions illicites. Il a également rappelé que l'accès au logement demeure soumis à des conditions réglementaires précises, à l'étude des dossiers, au système de cotation et aux voies de recours, et qu'il ne saurait constituer un droit automatique pour les occupants de constructions illégales.

À travers ces opérations successives, le défi pour les pouvoirs publics reste donc double : soustraire les familles aux dangers du bâti menaçant ruine et poursuivre le renouvellement du tissu urbain, tout en veillant au respect des règles qui encadrent l'attribution du logement.

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUES

De la cocaïne et un important montant saisis par la police

Toufik K

Un nouveau coup de filet contre le trafic de stupéfiants a été mené à Oran par les services opérationnels de la Sûreté de wilaya. L'intervention, conduite par les éléments de la 22e Sûreté urbaine, a permis de neutraliser deux individus soupçonnés de s'adonner au stockage et à la commercialisation de cocaïne, avec la saisie de 28 grammes de cette drogue dure et d'une somme de 54 millions de centimes, présentée comme provenant des activités de revente.

L'opération fait suite à des renseignements faisant état des agissements suspects de deux individus qui auraient mis en place un dispositif de stockage et de distribution de stupéfiants à travers plusieurs secteurs urbains de la ville. Selon les éléments communiqués par la Sûreté de wilaya, les mis en cause utilisaient leurs domiciles comme lieux de stockage, afin de faciliter l'écoulement de la marchandise illicite.

Exploitant ces informations, les enquêteurs ont engagé un travail de surveillance et de filature qui a abouti à l'identification puis à l'interpellation des deux suspects dans un délai particulièrement court. L'intervention a été menée en coordination avec le parquet territorialement compétent près le tribunal d'Es-senia.

Les suspects présentés devant la justice

La perquisition et les investigations engagées dans le cadre de cette affaire ont permis la découverte et la saisie de 28 grammes de cocaïne, conditionnés et prêts à être écoulés, ainsi que d'une somme de 54 millions de centimes considérée comme le produit présumé de cette activité criminelle.



À l'issue des investigations, une procédure judiciaire a été établie à l'encontre des deux individus, qui ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des actions menées par les services de la Sûreté de wilaya d'Oran pour démanteler les circuits de distribution de stupéfiants et lutter contre la commercialisation des drogues dures en milieu urbain.

MARCHÉ DE GROS D'EL KERMA À ORAN

Les circuits de commercialisation sous surveillance dès les premières heures

S Hadjar

C'est au cœur de la nuit, alors que les opérations d'approvisionnement battent leur plein, que les services du commerce ont investi le marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma. Une descente de contrôle a été effectuée, mercredi, à partir de 1h du matin, dans le cadre du dispositif de surveillance des pratiques commerciales et de suivi des prix des produits agricoles.

Mobilisant les agents de l'inspection territoriale du commerce d'Essenia, avec le concours de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'El Kerma, cette intervention s'inscrit dans le prolongement des instructions de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national.

Le choix de cet horaire n'est pas anodin : il correspond à une période d'intense activité au sein de cette infrastructure névralgique de l'approvisionnement, où se négocient quotidiennement d'importants volumes de fruits et légumes destinés aux différents circuits de distribution.

Le marché de gros, maillon stratégique de la régulation

Au-delà de la présence des agents sur le terrain, cette opération vise à examiner les conditions dans lesquelles s'effectuent les transactions commerciales et à vérifier le respect des prix appliqués aux produits agricoles. Le marché de gros constitue, en effet, un maillon déterminant dans la formation des prix qui se répercutent ensuite sur les marchés de détail et, par conséquent, sur le budget des ménages.

En associant les services de la Gendarmerie nationale à cette sortie, l'inspection du commerce renforce également le dispositif de surveillance de cet espace commercial. Cette démarche traduit la volonté des pouvoirs publics de maintenir une vigilance accrue sur les circuits de distribution et de faire du contrôle de terrain un instrument de régulation du marché.

La protection du pouvoir d'achat passe ainsi aussi par une meilleure maîtrise des transactions en amont, là où s'opèrent les premières négociations commerciales et où se dessinent les tendances des prix.

MASCARA

Les barrages gagnent près de 600.000 m³



I.S

Les barrages de la wilaya de Mascara ont bénéficié d'un apport supplémentaire de 598.000 mètres cubes d'eau, grâce aux précipitations enregistrées ces derniers jours dans la région, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction de l'hydraulique.

Le barrage de Chorfa a enregistré un apport de 351.000 m³, tandis que celui d'Oued Taguia, à Aïn Farès, a retenu 247.000 m³ supplémentaires.

Ces apports ont permis une élévation du niveau de remplissage du barrage d'Oued Taguia, dont la capacité totale dépasse 7 millions de m³. Son volume stocké atteint désormais 6,2 millions de m³, soit un taux de remplissage de 88%, selon la même source. Le taux global de remplissage des barrages de la wilaya s'élève actuellement à près de 48%, correspondant à plus de 86,6 millions de m³ stockés. Ce volume permet de couvrir les besoins en eau potable et en irrigation agricole pour une période supérieure à une année, même en l'absence de nouvelles pluies, a indiqué la Direction de l'hydraulique.

TISSEMSILT

Formation en cybersécurité pour les cadres des collectivités locales

H.N



L'Université "Ahmed Benyahia El Wancharissi" de Tissemsilt accueille depuis mercredi une session de formation destinée aux personnels des collectivités locales, consacrée à la cybersécurité et à la protection des systèmes et des informations numériques, a-t-on appris auprès du directeur de l'établissement, le Dr Abdelghani Choucha.

S'étalant sur deux jours (mercredi et jeudi), cette session s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'université visant à renforcer son ouverture et à consolider son partenariat avec son environnement économique et social, à travers la mise en place d'une formation spécialisée dans les technologies de l'information et de la communication et la cybersécurité. Elle traduit également le rôle de l'université dans le transfert des connaissances et des compétences scientifiques et techniques au profit des institutions et organismes locaux. Selon le Dr Choucha, cette formation vise à renforcer les capacités des collectivités locales en matière de cybersécurité et de protection des systèmes et des informations numériques, à travers le développement des connaissances et des compétences professionnelles des cadres chargés de ce domaine dans les 22 communes de la wilaya. Cette démarche permettra d'améliorer les méthodes de travail et de suivre les évolutions du secteur. Encadrée par des enseignants universitaires spécialisés, l'initiative vise à permettre aux participants d'acquérir des compétences dans divers domaines liés à la transformation numérique, notamment les réseaux de communication et d'informatique, la gestion et la sécurisation des réseaux, la cybersécurité ainsi que la protection des systèmes et des informations numériques. Elle contribuera également à renforcer la sensibilisation aux risques cybernétiques et aux exigences de la sécurité de l'information.

Cette session s'inscrit dans les efforts visant à valoriser les compétences universitaires et à mettre l'expertise scientifique de l'université au service du développement local, tout en contribuant au développement des ressources humaines et à l'adaptation aux transformations numériques et aux exigences de l'administration moderne.

SAÏDA

20 femmes rurales formées au séchage des légumes et des fruits

T.A

Vingt femmes rurales artisanes de la wilaya de Saïda ont suivi une session de formation de trois jours dans le domaine du séchage des légumes et des fruits, organisée par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), a-t-on appris mercredi auprès de cette Chambre.

Organisée à la Maison de l'artisanat et des métiers Saïdi-Benyebka, cette session s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère du Tourisme et de l'Artisanat visant à accompagner la femme rurale et à renforcer son autonomie économique. Elle a pour objectifs d'initier les participants aux techniques pratiques de séchage des légumes et des fruits, de valoriser les produits locaux et de faciliter leur commercialisation, d'encourager la création de microprojets générateurs de revenus, d'améliorer les revenus des femmes rurales et artisanales et de diversifier les produits locaux.

La formation a également permis aux participantes de découvrir les avantages du séchage pour la conservation des produits alimentaires et l'allongement de leur durée de conservation.

L'initiative vise principalement à contribuer à l'autonomisation économique des femmes rurales, au développement de l'artisanat et à la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans la wilaya. Cette session a connu une participation et une interaction notables de la part des bénéficiaires, dans une ambiance marquée par l'apprentissage et le partage d'expériences, témoignant de l'importance de la formation et de l'accompagnement dans le renforcement des capacités des femmes rurales et artisanales et la consolidation de leur rôle dans le processus de développement local.

NAÂMA

Une caravane médico-chirurgicale au service des zones steppiques et du sud



N.B

Une caravane médico-chirurgicale pluridisciplinaire a été lancée mercredi depuis la polyclinique "Drissi Ahmed", dans la commune d'El Bayadh, en direction des populations des zones steppiques et du sud de la wilaya de Naâma, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la santé.

S'étalant sur six jours, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la sixième édition des caravanes médicales bénévoles destinées aux régions des Hauts Plateaux et du Grand Sud, a indiqué le directeur de la santé de la wilaya, Ahmed Dernane.

Organisée sous la supervision de l'Association du Réseau algérien de la jeunesse, en coordination avec la Direction de la santé, elle mobilise des médecins spécialistes et des professionnels de santé bénévoles couvrant sept spécialités : chirurgie générale, chirurgie orthopédique, chirurgie rénale et urologique, chirurgie maxillo-faciale, chirurgie esthétique, anesthésie-réanimation et diabétologie.

Cette initiative vise à rapprocher les prestations de santé des citoyens des zones steppiques et du sud de la wilaya, à améliorer leur accès aux consultations spécialisées et à renforcer les actions de sensibilisation sanitaire, a précisé le même responsable.

Le programme prévoit plusieurs étapes au niveau des polycliniques d'El Bayadh, d'Aïn Benkhelil, de Djeniène Bourezg et d'Asla, où seront assurées des consultations spécialisées, tandis que les interventions chirurgicales seront effectuées à l'EPH "Kadri Ahmed" de Naâma et à l'EPH "Les Frères Chenafa" de Mécheria.

L'opération accorde une importance particulière au renforcement de la prévention, de la sensibilisation et du dépistage précoce, à travers des actions de proximité au profit des habitants des zones frontalières et reculées.

Le programme prévoit également la poursuite du suivi médical et la coordination entre l'équipe médicale mobile et les établissements de santé de la wilaya, jusqu'à l'achèvement de la prise en charge des patients et leur rétablissement.

Turf

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION
N° 3746 Jeudi 12 Novembre 2026

Hippodrome Emir Abdelkader de Zemmouri

Journée N° 227

Par **Zeggai Abdelkader**

TURF

Fiche technique: Paris Tiercé-Quarté et Quinté

1 - BOUMBERTO DE PO

M. HAMLIL 2.400 m
17-08-2026 2.300 m arrêté
M. HAMLIL 2.300 m 12 pts
26-08-2026 2.200 m 7ème
M. HAMLIL 2.200 m 12 pts
02-09-2026 2.200 m 9ème
M. HAMLIL 2.200 m 12 pts
01-10-2026 2.400 m R.A.P
M. HAMLIL 2.400 m 12 pts
15-10-2026 2.300 m 8ème
M. HAMLIL 2.300 m 12 pts
Ses chances sont pratiquement nulles à cause de sa baisse de forme.
Conclusion : A revoir.

2 - CACTUS D'YVEL

H. AGUENOU 2.400 m
09-04-2026 2.400 m distancé
N. TIAR 2.400 m 12 pts
16-04-2026 2.500 m 6ème
N. TIAR 2.500 m 12 pts
02-09-2026 2.200 m distancé
H. AGUENOU 2.200 m 12 pts
15-10-2026 2.300 m arrêté
N. TIAR 2.300 m 12 pts
05-11-2026 2.300 m arrêté
N. TIAR 2.300 m 13 pts
Il est difficile de lui accorder un crédit dans ce genre de confrontation.
Conclusion : A revoir.

3 - VICTOIRE DU VERGER

C. SAFSAF 2.4000 m
26-08-2026 2.200 m 10ème
C. SAFSAF 2.200 m 12 pts
02-09-2026 2.200 m 7ème
C. SAFSAF 2.200 m 12 pts
01-10-2026 2.400 m 7ème
C. SAFSAF 2.400 m 12 pts
15-10-2026 2.300 m 4ème T.N.C
C. SAFSAF 2.300 m 12 pts
05-11-2026 2.300 m 4ème T.N.C
C. SAFSAF 2.300 m 13 pts
Ses derniers accessits lui donnent une possibilité pour se défendre.
Conclusion : Une possibilité.

4 - ECLAIR DE L'ELLE

T. BELHABCHIA 2.425 m
16-04-2026 2.525 m 3ème T.N.C
T. BELHABCHIA 2.500 m 12 pts
30-04-2026 2.625 m 7ème
T. BELHABCHIA 2.600 m 12 pts
15-10-2026 2.300 m 3ème T.N.C
T. BELHABCHIA 2.300 m 12 pts
22-10-2026 2.500 m distancé
T. BELHABCHIA 2.500 m 12 pts
05-11-2026 2.325 m 3ème T.N.C
T. BELHABCHIA 2.300 m 13 pts
Il est à retenir en très bonne place dans un parcours qui lui convient.
Conclusion : Une priorité.

5 - DESTIN DE L'AUBE

SA. FOUZER 2.425 m
16-04-2026 2.525 m arrêté
M. HAMLIL 2.500 m 12 pts
17-08-2026 2.350 m 1er T.N.C
N. MEZIANI 2.300 m 12 pts
01-10-2026 2.450 m 9ème
N. MEZIANI 2.400 m 12 pts
22-10-2026 2.525 m 10ème
SA. FOUZER 2.500 m 12 pts
05-11-2026 2.350 m 5ème T.N.C
SA. FOUZER 2.300 m 13 pts
Le parcours du jour n'est pas en sa faveur pour espérer se défendre dans ce prix.
Conclusion : A revoir.

6 - CODEX BOURBON

ABM. BOUBAKRI 2.425 m
29-01-2026 2.550 m 3ème T.N.C
ABM. BOUBAKRI 2.500 m 12 pts
26-02-2026 2.550 m 9ème
ABM. BOUBAKRI 2.500 m 12 pts
26-03-2026 2.625 m 5ème T.N.C
ABM. BOUBAKRI 2.600 m 12 pts
16-04-2026 2.550 m 1er T.N.C
ABM. BOUBAKRI 2.500 m 12 pts
22-10-2026 2.525 m 3ème T.N.C
ABM. BOUBAKRI 2.500 m 12 pts
Il ne va pas avoir de difficultés pour participer activement à l'arrivée.
Conclusion : Une priorité.

Départ de la première course à 16h - Prix: Ugo Kadeche - Trot Attelé
Distance : 2.400 mètres - Dotation : 400.000 DA - Paris Tiercé-Quarté-Quinté

PROPRIETAIRES		CHEVAUX	DRIVERS	DIST.	ENTRAINEURS
AD. NAILI	1	BOUMBERTO DE PO	M. HAMLIL	2.400	PROPRIÉTAIRE
L. BOUDJEMAA	2	CACTUS D'YVEL (0)	H. AGUENOU	2.400	N. TIAR
C. SAFSAF	3	VICTOIRE DU VERGER (0)	C. SAFSAF	2.400	PROPRIÉTAIRE
T. BELHABCHIA	4	ECLAIR DE L'ELLE	T. BELHABCHIA	2.425	PROPRIÉTAIRE
R. CHIKHOUNE	5	DESTIN DE L'AUBE (0)	SA. FOUZER	2.425	ABM. BOUBAKRI
R. CHIKHOUNE	6	CODEX BOURBON	ABM. BOUBAKRI	2.425	ABM. BOUBAKRI
A. TIAR	7	UNO DES APRES (0)	N. TIAR	2.425	N. TIAR
K. REBAH	8	VIC D'YVEL	A. BENHABRIA	2.425	S. FOUZER
Y. MEZIANI	9	DELINE GALBE	Y. MEZIANI	2.450	PROPRIÉTAIRE
F. BENDJEKIDEL	10	HUMPHREY	AM. BENDJEKIDEL	2.450	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	11	FANCY FREE	A. BENAYAD	2.450	M. BECHAIRIA
M. BENDJEKIDEL	12	JASMINE DU GLANON	R. TARZOUT	2.450	PROPRIÉTAIRE

7 - UNO DES APRES

N. TIAR 2.425 m
22-01-2026 2.450 m 7ème
N. MEZIANI 2.400 m 12 pts
14-03-2026 2.200 m 2ème T.N.C
A. BENHABRIA 2.200 m 12 pts
28-03-2026 2.325 m 2ème T.N.C
A. BENHABRIA 2.300 m 12 pts
02-09-2026 2.225 m 3ème T.N.C
A. BENHABRIA 2.200 m 12 pts
15-10-2026 2.300 m 1er T.N.C
A. BENHABRIA 2.300 m 12 pts
Il aura une chance sérieuse pour négocier une place honorable dans un parcours qui lui convient.
Conclusion : Une priorité.

8 - VIC D'YVEL

A. BENHABRIA 2.425 m
30-04-2026 2.650 m 5ème T.N.C
A. BENHABRIA 2.600 m 12 pts
27-06-2026 2.450 m 3ème T.N.C
A. BENHABRIA 2.400 m 12 pts
04-07-2026 2.525 m 2ème T.N.C
A. BENHABRIA 2.500 m 12 pts
28-07-2026 2.450 m 3ème T.N.C
A. BENHABRIA 2.400 m 10 pts
01-10-2026 2.450 m 3ème T.N.C
A. BENHABRIA 2.400 m 12 pts
Sa participation à l'arrivée est assurée pour une place honorable.
Conclusion : Une priorité.

9 - DELINE GALBE

Y. MEZIANI 2.450 m
17-08-2026 2.325 m arrêtée
Y. MEZIANI 2.300 m 12 pts
02-09-2026 2.200 m 1ère T.N.C
Y. MEZIANI 2.200 m 12 pts
01-10-2026 2.425 m 8ème
Y. MEZIANI 2.400 m 12 pts
22-10-2026 2.525 m 7ème
Y. MEZIANI 2.500 m 12 pts
05-11-2026 2.350 m 2ème T.N.C
H. AGUENOU 2.300 m 13 pts
Elle vient de bien se comporter, certes, mais il est difficile de
Conclusion : A revoir.

10 - HUMPHREY

AM. BENDJEKIDEL 2.450 m
09-07-2026 2.350 m 8ème
AL. BENDJEKIDEL 2.300 m 12 pts
23-07-2026 2.325 m 7ème
AL. BENDJEKIDEL 2.300 m 11 pts
28-07-2026 2.425 m 1er T.N.C
R. TARZOUT 2.400 m 10 pts
01-10-2026 2.450 m 4ème T.N.C
AM. BENDJEKIDEL 2.400 m 12 pts
22-10-2026 2.525 m 4ème T.N.C
AM. BENDJEKIDEL 2.500 m 12 pts
Il demeure compétitif pour un accessit, vu ses récentes sorties avec Bendjekidel.
Conclusion : Une priorité.

11 - FANCY FREE

A. BENAYAD 2.450 m
23-07-2026 2.325 m 2ème T.N.C
S. FOUZER 2.300 m 11 pts
28-07-2026 2.425 m 6ème
A. BENAYAD 2.400 m 10 pts
26-08-2026 2.250 m 3ème T.N.C
A. BENHABRIA 2.200 m 12 pts
01-10-2026 2.450 m 6ème
S. FOUZER 2.400 m 12 pts
22-10-2026 2.525 m 5ème T.N.C
A. BENAYAD 2.500 m 12 pts
Le parcours du jour pourrait bien influencer ses chances sur 2.450m.
Conclusion : A revoir.

12 - JASMINE DU GLANON

R. TARZOUT 2.450 m
09-07-2026 2.325 m 5ème T.N.C
R. TARZOUT 2.300 m 11 pts
23-07-2026 2.325 m 3ème T.N.C
R. TARZOUT 2.300 m 11 pts
26-08-2026 2.250 m 2ème T.N.C
R. TARZOUT 2.200 m 12 pts
01-10-2026 2.425 m 2ème T.N.C
R. TARZOUT 2.400 m 12 pts
22-10-2026 2.525 m 2ème T.N.C
R. TARZOUT 2.500 m 12 pts
Elle ne va pas avoir de difficultés pour négocier une place honorable avec son driver habituel.
Conclusion : Une priorité.

PRONOSTICS

PARI TIERCE	PARI QUARTE	PARI QUINTE
7 - 12 - 6 - 8	7 - 12 - 6 - 8 - 4	7 - 12 - 6 - 8 - 4 - 10
Possibilités: 4 - 10	Possibilités: 10 - 3	Possibilités: 9 - 3
Champ F : 7 - 12 - X	Champ F : 7 - 12 - 6 - X	Champ F : 7 - 12 - 6 - 8 - X
Champ F : 7 - X - 6	Champ F : 7 - 12 - X - 8	Champ F : 7 - 12 - 6 - X - 4
Champ F : X - 12 - 6	Champ D : 7 - 12 - X - X	Champ D : 7 - 12 - 6 - X - X
7 - 6 - 12 - 8 - 4	7 - 6 - 12 - 8 - 4 - 3	7 - 6 - 12 - 8 - 4 - 9 - 3



Résultats et Rapports P.M.U

Hippodrome d'El-Eulma
Mercredi 11/11/2026

Paris TIERCE-QUARTE-QUINTE
13 - 5 - 14 - 2 - 15
TIERCE
G: 35.000 DA P: 7.000 DA
QUARTE
G: néant P: 14.000 DA
QUINTE
G: cagnotte P: 4.700 DA